

**Dossier de campagne – Rwanda**

# L'illusion d'un État modèle

**Le Rwanda : entre boom économique et mépris de l'être humain**

Signez la pétition en faveur de Dieudonné Niyonsenga ! → page 10

**Journée des droits de l'homme  
2022**

## TABLE DES MATIÈRES

3

### Contexte

L'illusion d'un État modèle

8

### Interview

« Trop c'est trop :

une interview avec l'activiste rwandaise Assumpta N.-Uwababyeyi

10

### Pétition

Pétition en faveur du journaliste Dieudonné Niyonsenga

11

### Cris du coeur

La souffrance en silence

### La Journée des droits de l'homme

est la journée de commémoration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948.

## LANTERNES

### Allumez une lumière de l'espérance



Nos lanternes sont toujours disponibles :

10 pièces CHF 10.–  
25 pièces CHF 20.–  
dès 100 pièces CHF –.50/pièce

Prix incluant les frais de port et d'emballage.  
Envoi avec facture et bulletin de versement.

ACAT-Suisse, Speichergasse 29, CH-3011 Berne  
mail : info@acat.ch ou tél. : +41 (0)31 312 20 44

Maintenant  
moins cher !

## IMPRESSUM

**Éditrice** ACAT-Suisse (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, coordonnées en p. 12)

**Rédaction** Etienne Cottier, Katleen De Beukeleer (coordination, k.debeukeleer@acat.ch), Andrin Honegger, Assumpta N.-Uwababyeyi, Bettina Ryser

**Traduction** Alexandrine Bieri; ACAT-Suisse  
**Conception** Katleen De Beukeleer **Images** Sauf mention spécifique : ACAT-Suisse **Impression** Funke Lettershop AG, Zollikofen

**Image en page de couverture** George Kamau & Daniel Ewalu, Ubumuntu Arts Festival 2019 (« Le plus important événement africain des arts du spectacle pour le changement social ») (Flickr, domaine public)

## CONTEXTE

# L'illusion d'un État modèle

**Depuis plusieurs années, le régime rwandais n'hésite pas à faire arrêter, disparaître et tuer les voix dissidentes. Néanmoins, le pays a réussi à se tailler un nom en tant qu'État modèle d'Afrique. Pour le gouvernement britannique, cette vitrine a servi d'argument pour signer avec le Rwanda un accord d'expulsion de réfugié.e.s. En paient le prix les personnes qui sont marquées par la torture ou d'autres formes de violence déjà avant leur arrivée au Royaume-Uni – et la population opprimée du Rwanda.**

Katleen De Beukeleer, responsable communication & campagnes

**S**uicide », affirmait la police rwandaise le 17 février 2020 en annonçant que Kizito Mihigo avait été retrouvé sans vie au petit matin dans sa cellule à Kigali. Kizito Mihigo, âgé de 38 ans, était un chanteur de gospel populaire et un militant pour la paix, opposé au régime du président rwandais Paul Kagame. Le journaliste Dieudonné Niyonsenga a été la seule personne à avoir osé mettre en doute la version des autorités concernant la cause de la mort de Mihigo. Quelques jours après le décès du chanteur, Niyonsenga a diffusé un reportage sur sa chaîne YouTube Ishema TV très médiatisée, dans lequel il affirmait avoir vu trois blessures sur le visage du défunt pendant les funérailles. « Il ne s'est absolument pas pendu », disait une témoin dans la vidéo, « il a été assassiné purement et simplement ». Sur Internet, des détails atroces circulent au sujet des tortures que Mihigo aurait subies avant sa mort. Pourtant les autorités n'ont mené aucune investigation officielle sur son décès.

## Critiquer, c'est risquer sa liberté et sa vie

Déjà en 2020, Niyonsenga avait rencontré des ennuis avec les autorités judiciaires rwandaises. En novembre 2021, il a finalement été condamné à sept ans d'emprisonnement et à une amende salée. Il est difficile de concevoir le rôle qu'a pu jouer le



Kizito Mihigo lors d'un concert en 2014.

IMAGE : Kwibuka Rwanda sur Flickr, CC BY-ND 2.0

reportage sur le chanteur Kizito Mihigo dans l'accusation et la condamnation de Niyonsenga, mais il est clair que son travail de journaliste a été interprété comme une provocation. Les chefs d'accusation d'« exercice illégal de la profession de journaliste » et d'« humiliation d'officiels de l'État » étaient à la fois chicanières et enfreignaient la liberté de la presse.

Pendant son procès, Niyonsenga s'est plaint d'avoir subi des actes de torture dans une cave en isolement. Lorsque son père lui a rendu visite en novembre 2021 à la prison de Kigali, il a également été arrêté et mis en détention durant trois jours dans des conditions dégradantes pour le seul fait d'avoir rendu visite à son fils.

Kizito Mihigo et Dieudonné Niyonsenga ne sont pas des cas isolés au Rwanda. Depuis l'année 2000, le président Paul Kagame dirige d'une main de fer le pays, conjointement avec son parti, le Front patriotique rwandais FPR. Quiconque critique son régime encourt le risque d'être menacé, de faire l'objet d'intimidations ou d'arrestations arbitraires. Plus grave : des opposants et journalistes disparaissent ou sont retrouvés morts dans des circonstances suspectes.



#### PÉTITION

Signez notre pétition en faveur de Dieudonné Niyonsenga !

→ Voir page 10

Pourtant tout cela ne gêne pas les gouvernements de Grande-Bretagne et du Danemark. Pour ces États, le Rwanda est un pays progressiste et sûr ; à tel point que les deux pays veulent envoyer au Rwanda des personnes réfugiées qui demandent l'asile sur leur territoire.

### « La Suisse de l'Afrique »

Le Rwanda, longtemps encore associé exclusivement au génocide de 1994, rayonne à certains égards. L'économie est en forte croissance depuis le début des années 2000, le niveau de vie s'est amélioré pour de nombreuses personnes, la corruption est – en comparaison avec d'autres pays sur le continent – relativement faible. Le Rwanda montre volontiers ses succès, par exemple son « parlement le plus féminisé du monde ».

Le Rwanda de Paul Kagame a réussi à se présenter comme un « modèle d'État » africain. « Visit Rwanda », peut-on lire sur les maillets des joueurs de foot d'Arsenal et de Paris Saint Germain. « La Suisse de l'Afrique ? Un pays de hautes montagnes, de beaux lacs, densément peuplé [...] », comme le vante l'agence de voyage Knecht Reisen sur son site web qui propose des safaris pour observer les gorilles au Rwanda.

La bonne image que renvoie le Rwanda dissimule toutefois une situation désastreuse en matière de droits humains. Sécurité et stabilité ne riment pas encore avec paix et démocratie.

### Zone de refoulement pour des réfugié.e.s arrivé.e.s en Europe

Pour l'ex-premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson, le succès de la campagne publicitaire de Paul Kagame a été un coup de chance. Il a pu s'approprier les éloges décernés au Rwanda lorsqu'il a conclu un accord avec Kagame en avril 2022. « Le Rwanda est l'un des pays les plus sûrs au monde, mondialement reconnu pour sa culture d'accueil des migrants », a déclaré Boris Johnson. Le deal : le Rwanda reçoit 144 millions

---

### LE GÉNOCIDE

En 1994, des groupes extrémistes de la majorité hutu au Rwanda ont tué plus de 800 000 personnes en l'espace d'environ cent jours. La plupart des victimes appartenaient à la minorité tutsie. Parmi les personnes tuées, il y avait également des membres de la minorité twa, ainsi que des Hutus qui n'avaient pas participé au massacre. Après la fin du génocide, le gouvernement rwandais a tenté de mettre en place une politique de reconstruction et de réconciliation. Cette politique, largement marquée par Paul Kagame, était influencée par la défense contre le danger des extrémistes hutus, qui voulaient déstabiliser et reconquérir le Rwanda depuis la République démocratique du Congo. Cette menace et l'expérience du génocide ont entraîné un fort besoin de sécurité, qui a largement influencé le rejet des revendications de démocratisation en matière de politique intérieure.

SOURCE : Wikipédia

*Pour Boris Johnson,  
le succès de la  
campagne publicitaire  
de Paul Kagame a été  
un coup de chance.*

---

d'euros – la somme peut être augmentée avec le nombre de cas d'expulsion – ; en échange, le Royaume-Uni obtient un endroit pour refouler ses demandeurs d'asile. Les personnes arrivées illégalement sur le sol britannique, souvent après avoir traversé la Manche à bord d'embarcations de fortune, peuvent être acheminées par avion au Rwanda. Peu importe d'où elles viennent initialement. Ce n'est qu'une fois qu'elles se trouvent au Rwanda qu'elles peuvent demander l'asile. Un retour au Royaume-Uni n'est pas prévu. L'objectif déclaré du Royaume-Uni est de devenir inhospitalier pour les personnes réfugiées.

La Cour européenne des droits de l'homme a stoppé mi-juin le premier vol transportant des requérants d'asile à destination du Rwanda. Au moment de la clôture de la rédaction de cette brochure, nous ne connaissons pas l'issue de cette affaire. Il y a une forte résistance à l'encontre du pacte migratoire entre le Royaume-Uni et le Rwanda. La Haute Cour britannique à Londres examine actuellement la légalité de l'accord. La nouvelle première ministre Liz Truss compte toutefois le maintenir, voire l'étendre à d'autres pays. Une sortie de la Grande-Bretagne de la Convention européenne des droits de l'homme n'est plus impensable.



## LE RWANDA EN CHIFFRES

**Population :** 13.3 millions

**Superficie :** 26 338 km<sup>2</sup> (env. 2/3 de la Suisse)

**Densité de population :** 525 par km<sup>2</sup> (comparaison Suisse : 219 par km<sup>2</sup>)

**Réfugiés au Rwanda :** env. 127 000 (principalement de la République démocratique du Congo (RDC) et du Burundi) (2021)

**Croissance économique :** environ 5% par an (2009-2021). Le Rwanda est aujourd'hui l'une des économies à la croissance la plus rapide d'Afrique.

**Pauvreté :** entre 2001 et 2017, le taux de pauvreté a baissé de 77% à 55%. La prospérité de certaines couches sociales a massivement augmenté ; de larges couches de la population vivent toujours dans la pauvreté. On estime que la pandémie de Covid-19 a entraîné un demi-million de pauvres supplémentaires.

**Degré de liberté de la presse :** 136<sup>e</sup> place sur 180

**Degré de liberté politique et droits civils :** 22 sur 100 (pas libre)

**Religion :** plus de 90% de chrétiens

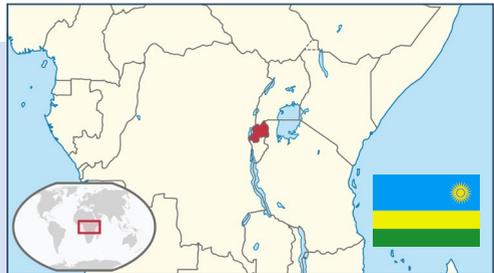


IMAGE : TUBS, CC BY-SA 3.0 via Wikimedia Commons

Le gouvernement danois poursuit la même stratégie. Le Rwanda et le Danemark ont déjà signé une déclaration qui prévoit le transfert des requérants d'asile au Rwanda depuis le Danemark. Le ministre de l'Intérieur autrichien a déjà fait à plusieurs reprises l'éloge des Danois à ce sujet.

### **Pas une terre d'asile sûre**

L'organisation caritative Medical Justice a analysé les motifs de fuite des personnes demandeuses d'asile qui risquent d'être refoulées au Rwanda. Elle a constaté que bon nombre d'entre elles avaient probablement été victimes de torture. L'accord passé avec le Rwanda est « de manière générale dommageable pour n'importe qui, mais tout particulièrement pour les survivants de la torture et de la traite des êtres humains, qui paient déjà un lourd tribut avant même que ne décolle un avion pour le Rwanda », écrit Medical Justice.

Les personnes en fuite ont besoin de protection, et pas d'un refoulement supplémentaire – à plus forte raison lorsque la destination finale est le Rwanda. Le Rwanda n'est pas une terre d'asile sûre. On l'a vu par exemple en 2013, lorsque Israël a expulsé quelque 4000 réfugiés du Soudan et de l'Erythrée au Rwanda. Les personnes concernées avaient pu s'annoncer volontairement pour le transfert. Il est apparu par la suite qu'aucune d'entre elles n'était restée au Rwanda. Le cynisme avec lequel on parle d'une culture rwandaise de l'accueil des réfugiés s'est manifesté à nouveau quelques années plus tard. En 2018, les forces de sécurité rwandaises ont abattu au moins douze réfugiés de la République démocratique du Congo, alors qu'ils protestaient contre une réduction des rations alimentaires. Plus de soixante manifestants ont été arrêtés et poursuivis, entre autres pour rébellion et « diffusion de fausses informations dans le but de créer une opinion internationale hostile à l'État rwandais ».

En septembre, le journal The Guardian citait un Syrien de 21 ans d'un centre d'hébergement pour immigrants clandestins : « Nous disons tous : 'mieux vaut nous suicider que d'aller au Rwanda'. » La population rwandaise ne peut de son côté espérer que peu de soutien de l'Europe lorsque le régime de Kagame est encensé et que des accords sont conclus sans conditions.●

*« Mieux vaut nous suicider  
que d'aller au Rwanda. »*

---



Vous trouverez cette campagne en ligne ou à télécharger (PDF) sur :

**[www.acat.ch](http://www.acat.ch)**

## INTERVIEW

# « Trop c'est trop »

**Assumpta N.-Uwababyeyi a vécu le génocide au Rwanda. Aujourd'hui, elle organise depuis la Suisse l'aide juridique pour les prisonniers politiques dans son pays et écrit des lettres à la DDC (Direction du développement et de la coopération) et d'autres instances. Son engagement n'est pas sans danger.**

Interview : Katleen De Beukeleer, Andrin Honegger, Bettina Ryser

**ACAT : Assumpta, lorsque vous avez quitté le Rwanda, le pays était dans une situation terrible. Comment se porte votre famille aujourd'hui ?**

Assumpta N.-Uwababyeyi : La plupart des membres de ma famille qui ont survécu ont fui le Rwanda. Les proches qui sont encore dans le pays vivent dans une grande pauvreté. Tant qu'ils se taisent, ils sont en sécurité. Depuis quelques temps, une de mes cousines poste des messages un peu plus critiques sur les médias sociaux. Depuis, ses proches ont pris leurs distances avec elle.

**Il y a deux ans, vous avez cofondé une association qui s'engage pour la paix au Rwanda. Pourquoi exactement en 2020 ? La situation des droits humains au Rwanda est depuis longtemps déplorable.**

C'est vrai. L'élément déclencheur de la création de notre association a été le terrible assassinat du chanteur de gospel extrêmement populaire Mihigo Kizito en 2020 (→ voir page 2). Ce rescapé du génocide œuvrait pour la paix et la réconciliation. Notre réaction a été celle de milliers d'autres Rwandais : trop c'est trop. Les assassinats de journalistes et d'artistes ainsi que la disparition des personnes qui expriment des critiques envers le gouvernement doivent enfin cesser.

**Travailler pour la paix au Rwanda depuis la Suisse – comment peut-on se l'imaginer ?**

Nous écrivons des lettres à la DDC, qui finance des projets que nous estimons douteux au Rwanda. Malheureusement, la DDC fait la sourde oreille à nos demandes. Nous espérons toujours un dialogue. La Suisse est l'un des meilleurs modèles démocratiques du monde et le siège des plus importants organismes qui luttent pour les droits humains. Je suis confiante qu'elle peut servir de

Assumpta N.-Uwababyeyi a perdu son frère et ses parents respectivement pendant le génocide rwandais de 1994 et la crise qui s'en est suivie.

Son père et sa mère ont été assassinés. En 1997, Assumpta s'est réfugiée en Suisse. Elle est l'une des fondateurs d'une association suisse qui s'engage pour la paix et les droits humains dans la région des Grands Lacs africains. Sur le plan professionnel, elle travaille comme secrétaire médicale.



zone d'influence pour obtenir des solutions les plus humanistes au Rwanda voire dans la région des Grands Lacs africains.

En outre, nous soutenons et plaidons pour les prisonniers politiques et leurs familles. Nous leur fournissons et finançons des avocats en phase préventive. Cela étant, il reste extrêmement difficile de trouver des avocats au Rwanda qui veulent défendre les opposants. La peur de la fin de leur carrière ou de conséquences encore plus graves pour eux et leurs familles est profonde.

### **Comment procédez-vous dans un environnement aussi dangereux ?**

La plus grande prudence est de mise en matière de communication, car le régime a des oreilles partout. Il est également important d'avoir un bon réseau avec d'autres ONG et la diaspora rwandaise. Et il faut bien sûr du courage. Car même nous, les Rwandais en Suisse, ne sommes pas en sécurité. Le bras long du régime a par exemple pour conséquence que je ne peux pas simplement accepter n'importe quelle invitation à un repas, car il y a un réel danger pour moi d'être empoisonnée. Des cas similaires se sont déjà produits en Europe.

### **Vous avez enduré des souffrances inimaginables et aujourd'hui encore, la situation dans votre pays est loin d'être rose. Qu'est-ce qui vous rend confiante ?**

Le gouvernement rwandais n'a pas encore compris que lorsqu'une personne élève la voix pour la justice, beaucoup d'autres suivent. C'est pourquoi je suis convaincue que notre travail est utile. ●

## PÉTITION

# Signez la pétition !

**Dieudonné Niyonsenga – plus connu sous le nom de Cyuma Hassan – est l'un des journalistes sur Youtube les plus populaires au Rwanda. Il aurait subi des actes de torture en détention, mais aucune enquête n'a été ouverte par les autorités à ce jour.**

Etienne Cottier, Responsable d'interventions et de dossiers juridiques

M. Niyonsenga a été condamné à sept ans de prison et une amende de cinq millions de francs rwandais (env. 4700 CHF). En avril 2020, il avait été arrêté pour contravention aux règles relatives au Covid-19 alors qu'il tournait un reportage dénonçant des actes de violence commis par des militaires. On lui a également reproché de ne pas avoir porté de carte de presse valide. Après onze mois de détention préventive, il a été acquitté de toutes les charges pesant contre lui. Le parquet a cependant fait appel de ce jugement et, le 11 novembre 2021, M. Niyonsenga a été reconnu coupable de tous les chefs d'inculpation, ainsi que d'« humiliation

des officiels de l'État », une infraction pourtant abrogée en 2019. Le parquet a alors introduit un deuxième appel en rectification de cette erreur.

Lors de son deuxième procès en appel, M. Niyonsenga a dénoncé les conditions cruelles et inhumaines de sa détention. Il a affirmé avoir été placé dans une cave en isolement, où il aurait subi plusieurs actes de torture, notamment des passages à tabac réguliers, parfois au moyen de bâtons.

**Signez la pétition demandant la libération immédiate de Dieudonné Niyonsenga et l'ouverture d'une enquête sur les actes de torture allégués.●**

IMAGE : Umubavu Tv Online sur Youtube (capture d'écran)



**Télécharger la pétition**

**ou signer en ligne :**

**[bit.ly/pétition-Rwanda2022](https://bit.ly/pétition-Rwanda2022)**

## La souffrance en silence

Des millions de rwandais expérimentent la souffrance en silence depuis plus de trente ans. Ils sont en effet contraints au silence par le régime dictatorial du parti FPR (Front patriotique Rwandais) au pouvoir.

Le peuple rwandais doit taire sa souffrance, afficher son plus beau sourire aux occidentaux bailleurs de fonds, faire bonne figure après plusieurs jours sans nourriture, ne pas pleurer ses morts tués ou les kidnappés par le régime.

Le grand paradoxe du Rwanda consiste à mettre tous les moyens en place pour embellir l'image extérieure du pays pour l'attirer des touristes et investisseurs étrangers, au profit de la toute petite oligarchie dirigeante du pays – et au détriment de la population en agonie.

Au Rwanda, aimer le pays signifie suivre aveuglément toutes les directives dictées par le seul parti politique FPR. Ces directives violent tous les droits humains fondamentaux. Le nœud du problème est que l'idéologie dudit parti est conçue pour favoriser les intérêts de la clique dirigeante. Alors que la grande majorité de la population est soumise, croupit dans la misère épouvantable, est réduite à l'état d'esclaves dans son propre pays, la minorité dirigeante vit dans l'opulence ineffable.

Les Rwandais sont physiquement et mentalement dans une prison à ciel ouvert. Les victimes du régime sont



accusées de « négationnisme », qualifiées d'« ennemis de l'état », écartés de la société d'une façon ou d'une autre. La mise à mort, l'enlèvement forcé et la disparition, l'emprisonnement illégal sont monnaies courantes.

Après toutes ces années de terreur, quelques Rwandais, surtout ceux qui sont à l'intérieur du pays, commencent tout doucement à exprimer la commune souffrance. Ils le font au prix de leur propre vie. Les exemples récents sont Dieudonné Niyonsenga, Théoneste Nsengimana, Shikama Jean De Dieu, Hakuzimana Jibril, ...

(→ [www.rwandanlivesmatter.site](http://www.rwandanlivesmatter.site))

Les souffrances profondes du peuple semblent être ignorées par toutes les institutions qui devraient s'en préoccuper. Ses tourments sont dès lors refoulés, les cœurs sont meurtris, épuisés au bord de l'éclatement. Ainsi le peuple rwandais espère-t-il que la communauté internationale prendrait conscience de la triste situation que cette région est en train d'endurer.●

Assumpta N.-Uwababyeyi (→ voir interview p. 8)

# Ensemble pour un monde sans torture ni peine de mort

Votre don aide à faire connaître et à combattre les injustices.

## Compte bancaire :

IBAN : CH16 0900 0000 1203 9693 7 ou CCP : 12-39693-7

## Vous avez des questions ?

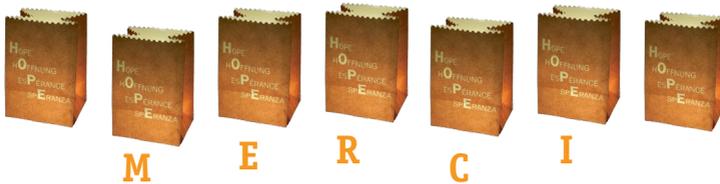
Nous sommes là pour vous aider : [info@acat.ch](mailto:info@acat.ch) ou +41 (0)31 312 20 44

## Modèle d'annonce de collecte pour votre église ou votre paroisse :

→ Voir [www.acat.ch](http://www.acat.ch) > Agir > Campagnes > Journée des droits de l'homme 2022



ACAT-Suisse, Speichergasse 29, CH-3011 Berne ● [www.acat.ch](http://www.acat.ch)



ACAT-Suisse  
Speichergasse 29 ● CH-3011 Berne  
+41 (0)31 312 20 44

[info@acat.ch](mailto:info@acat.ch) ● [www.acat.ch](http://www.acat.ch)

[f](https://www.facebook.com/ACATSuisse) ACATSuisse [@](https://www.instagram.com/acat_ch) acat\_ch [t](https://www.twitter.com/acat_ch) acat\_ch

**CCP : 12-39693-7 ● IBAN : CH 16 0900 0000 1203 9693 7**

[acat.ch](http://www.acat.ch)



**Votre don en  
bonnes mains.**